

Note de lecture: Frank FISCHER, "Im deutschen Interesse", Die Ostpolitik der SPD von 1969 bis 1989, Husum (Matthiesen Verlag) 2001, 460 S. (Historische Studien, 464).

Françoise Berger

► **To cite this version:**

Françoise Berger. Note de lecture: Frank FISCHER, "Im deutschen Interesse", Die Ostpolitik der SPD von 1969 bis 1989, Husum (Matthiesen Verlag) 2001, 460 S. (Historische Studien, 464).. Francia. Recherches sur l'histoire de l'Europe occidentale, Deutsches Historisches Institut, 2003, pp.327-329. halshs-00484728

HAL Id: halshs-00484728

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00484728>

Submitted on 19 May 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Frank FISCHER, "Im deutschen Interesse", Die Ostpolitik der SPD von 1969 bis 1989, Husum (Matthiesen Verlag) 2001, 460 S. (Historische Studien, 464).

Compte-rendu de Françoise Berger (IPR, Paris I), paru dans *Francia*, 2003-III.

Dans l'intérêt allemand, mais aussi dans l'intérêt plus large de l'ensemble de l'Europe : le titre du livre de Frank Fischer reprend la phrase du chancelier Brandt prononcée devant le Bundestag (28 octobre 1969), lors de son accession au gouvernement. "*Dies ist nicht nur ein deutsches Interesse, denn es hat seine Bedeutung auch für den Frieden in Europa und für das Ost-West Verhältnis*", avait-il dit en présentant sa nouvelle politique en direction de l'Allemagne de l'Est (Ostpolitik). Et c'est cette double interrogation, sur les enjeux à la fois allemands et internationaux de la première puis de la seconde Ostpolitik, qui est au cœur de la démonstration de Frank Fischer.

Ce livre, issu d'une thèse de doctorat de l'université de Erlangen, tente donc de répondre à ces questions essentielles. Pour ce faire, l'auteur s'est appuyé sur de nombreuses archives politiques, en particulier celles déposées à la Fr. Ebert Stiftung mais aussi sur des fonds politiques du parti et des organisations de masse de la RDA, versés aux archives fédérales. Il a eu également de nombreux entretiens avec les personnalités les plus importantes du SPD. Le travail scientifique est rigoureux et la bibliographie imposante. On regrettera seulement l'absence de détails concernant les archives utilisées, dont seule la liste générale est donnée, tout comme celle d'un état explicite et daté des entretiens réalisés par l'auteur.

Le travail précis et convaincant de Frank Fischer permet un retour sur des événements qui ont marqué deux décennies, non seulement de l'histoire allemande, mais aussi de celle des relations internationales et celle de la construction européenne, autour du concept de sécurité, dans une période marquée par plusieurs inflexions des relations Est-Ouest. Comment expliquer l'entêtement du SPD dans une politique qui se révélait de plus en plus à contre-courant ? L'auteur apporte une réponse détaillée et engagée à cette question, et sa contribution permet en outre une plongée dans la politique extérieure allemande et dans les positions qui s'affrontent au sein du SPD.

Frank Fischer aborde successivement les étapes de l'Ostpolitik, de 1969 à 1981, à partir de ses fondements historiques puis par l'analyse de la position particulière du SPD, coincé entre les contraintes pesant sur un parti au gouvernement et la force du mouvement contre les euromissiles. Entre 1981 et 1983, de nouvelles interrogations surgissent et le SPD semble à la recherche de lui-même et surtout d'une nouvelle politique extérieure. C'est le moment de la fin des compromis et du concept de "sécurité commune" lancé par Egon Bahr. Une troisième étape s'ouvre à partir de 1984, avec la politique étrangère "extraordinaire" du SPD. Celle-ci a pour objectif essentiel la recherche de nouveaux partenaires, tant à l'Est, où des contacts sont pris à Varsovie, à Prague et à Budapest, qu'à l'Ouest, avec la recherche d'appui à Washington, Paris et Londres.

Lors de la première Ostpolitik, des accords majeurs furent signés en peu de temps : d'abord le Traité de Moscou (12 août 1970), puis le Traité de Varsovie (7 décembre 1970). L'année

suyvante fut signé l'accord de Berlin (3 septembre 1971), qui était plus un texte, base de discussion, qu'un accord de portée réelle. Vinrent enfin le Traité fondamental entre les deux Allemagne (21 décembre 1972), le Traité de Prague (11 décembre 1973), suivi de la reprise des relations diplomatiques avec la Bulgarie et la Tchécoslovaquie (21 décembre 1973). On pouvait alors croire à l'ancrage définitif dans la politique extérieure de la RFA de cette Realpolitik.

Pourtant, malgré ces accords, on constate que ce fut le début du recul de l'Ostpolitik, dont l'auteur pense que le point culminant fut le triomphe électoral de Willy Brandt lors des élections de novembre 1972. Sans doute ne sut-il pas utiliser les chances que lui fournissait cette victoire. D'autres voient le point de césure dans le traité fondamental ou encore dans le Traité de Prague, considéré comme la dernière pierre de la politique bilatérale. Parmi les événements qui contribuèrent aussi à ce changement de ligne politique du SPD, on peut compter la conférence du désarmement (30 octobre 1973), le retrait de Willy Brandt (6 mai 1974) et enfin l'acte final de la Conférence d'Helsinki (1^{er} août 1975). L'enterrement final de la détente, dont l'Ostpolitik était la version allemande, fut définitif avec le début de l'intervention soviétique en Afghanistan. Le problème pour le SPD était de savoir s'il allait suivre la rupture voulue par Moscou.

La réponse du SPD à cette question fut donnée en mai 1981, avec la nouvelle politique à l'Est, qualifiée de " politique de sécurité commune " par Egon Bahr. Mais il n'est pas question de parler de " détente " avec cette seconde Ostpolitik qui constitue avant tout un premier pas pour sortir de la crise engendrée par le problème des missiles de moyenne portée, dont l'affaire éclate en 1979, déclenchant une crise qui avait une grande ampleur à partir de 1981 et les grandes manifestations pacifistes. Mais ce système de sécurité européen était-il possible, hors de l'emprise américano-soviétique ? L'auteur en doute. En tout cas, ce problème engendre aussi une crise politique au sein même du SPD. Le chancelier Helmut Schmidt - qui avait toujours été sceptique vis-à-vis de l'Ostpolitik et qui était à l'origine de la demande et de l'acceptation par l'OTAN de la modernisation de l'armement stratégique (décembre 1979) - se retrouve progressivement isolé au sein de son parti, car ses conceptions s'opposent à celles des autres hommes d'influence du SPD, tels que Brandt et Bahr, mais aussi Ehrhard Eppler, Karsten D. Voigt ou Oscar Lafontaine. Ce dernier va jouer un rôle majeur dans le recul de l'influence de Schmidt et la rupture est ouverte en novembre 1983. Leurs adversaires au sein du parti, de Schmidt à Apel, Leber, Kaiser ou Winkler, parlent alors de " lafontainisation " du SPD, mais ils ne sont pas entendus et c'est à nouveau la voie libre à la politique de sécurité commune, celle prônée par Bahr et soutenue par le mouvement anti-fusées. D'une manière générale, Frank Fischer estime que l'influence d'Egon Bahr sur la politique extérieure de la social-démocratie allemande depuis 1963 a été sous-estimée, car le rôle de Willy Brandt a plus souvent été mis en avant.

Mais à partir de 1982, cette politique du SPD se retrouve doublement dans l'opposition, à la fois dans la politique allemande et dans la politique mondiale, le refus de cette politique est unanime de la part des interlocuteurs à l'Ouest, l'incompréhension est générale. En France, le président socialiste François Mitterrand bat le froid à son ami Brandt et se tourne vers le chancelier conservateur Kohl pour élaborer une politique de coopération avec Bonn en matière de sécurité.

Le nouveau gouvernement Kohl veut se montrer pragmatique pour contrecarrer la position du SPD, en affirmant les " chances de la division ". Les discussions autour de la politique de sécurité mènent alors à un violent affrontement entre SPD et CDU. Fischer affirme que les accords qui écartent définitivement les missiles de moyenne portée de l'Allemagne (Traité de Washington, 1987) et la nouvelle politique de Gorbatchev ne sont pas, malgré les allégations du SPD, à mettre au compte de la " politique de sécurité commune ". Le dirigeant soviétique réformateur aurait fait ce qu'il fit pour la détente, quand bien même la seconde Ostpolitik du SPD n'eût pas existé. Par contre, comme ses prédécesseurs, il tenta d'instrumentaliser la position du SPD contre la politique de sécurité de l'Ouest et d'en jouer contre le gouvernement fédéral.

Cette nouvelle politique à l'Est du SPD, désormais dans l'opposition, visait avant tout un rapprochement avec le SED et Honecker devenait un " partenaire pour la sécurité ". Les rencontres entre les deux partis aboutissent à l'idée que le SED est sur la voie de la réussite, qu'il va de l'avant et qu'il est la force d'entraînement de la société à l'Est. Cette nouvelle vision entraîne une série de nouveaux accords (zone libre d'armement chimique, 19 juin 1985, et corridor libre d'armement nucléaire, 21 octobre 1986). Mais le SPD se trompe quand il croit, suite aux discussions bilatérales d'août 1987, que le SED est sur le chemin de la réforme et de la libéralisation. En réalité toutes les discussions dans le cadre de nombreuses rencontres avec les partis communistes des différents pays de l'Est sont faites de " vacuité verbale " et Erhard Eppler le reconnut en juin 1989, lors d'un discours au Bundestag. Ce fut en fait une mystification totale, car le SED n'était pas capable de se réformer. Et pour les dissidents au régime de la RDA, ces contacts étaient considérés comme très négatifs, mais le SPD ne les entend pas car il croit avoir raison.

En 1989, le bouleversement opéré par la chute du mur surprend, car personne, au SPD ou ailleurs, ne s'y était préparé. Du côté oriental, c'est la fin brutale et sans gloire du SED. C'est aussi une nouvelle donne pour le parti socialiste allemand qui doit réviser entièrement sa ligne de conduite. Or les reproches contre celle-ci – de tous les horizons politiques - ne manquent pas : en particulier, on l'accuse d'être allé très loin avec les communistes et d'avoir un peu trop relativisé les principes et les valeurs de l'Ouest en cherchant à tout prix un rapprochement dont le SPD avait fait le moyen essentiel d'une libéralisation à l'Est. Et il suivit cette logique jusqu'à la fin. On peut poser aussi la question de savoir dans quelle mesure cette politique n'aurait pas malencontreusement freiné l'implosion du bloc de l'Est. Ce fut donc le début d'un réveil douloureux du SPD sur les erreurs de son passé, et le retour à la réalité fut difficile pour la plupart des sociaux-démocrates de la génération Lafontaine. Willy Brandt – d'une autre génération - fut le seul à prendre en compte immédiatement la nouvelle situation politique en 1989-1990.

Mais il reste quand même de cette Ostpolitik des points positifs : en particulier, il ne fait aucun doute que les bases de la politique initiée par Willy Brandt, entre 1969 et 1973, se révélèrent fructueuses à long terme, même si le bilan est difficile à faire en ce qui concerne finalement la part de la réunification que l'on peut mettre sur le compte de cette politique. L'initiative de la politique d'ouverture vers l'Est reste malgré tout méritante, au regard de l'histoire, tout comme le renouveau de la solidarité qu'elle entraîna.